

COORDINATION S.P.S.
A.B.COORDINATION
WEDZISZ JEAN POL
64,RUE DE PIEGU
BP 224
41204 ROMORANTIN CEDEX

PLAN GENERAL DE COORDINATION

SECURITE ET PROTECTION DE LA

SANTE

**TRAVAUX DE RÉHABILITATION
DE LA CUVE ET DES CANALISATIONS
DU RÉSERVOIR DE MOREST**

PLAN GENERAL DE COORDINATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1	PLAN GENERAL DE COORDINATION REGISTRE JOURNAL DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES
------------------	--

- 1.1 RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION
- 1.2 LE PLAN GENERAL DE COORDINATION (PGC)
- 1.3 LE REGISTRE JOURNAL (RJ)
- 1.4 LES PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)
- 1.5 LE DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE (DIUO)

ARTICLE 2	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF
------------------	---

- 2.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS DU CHANTIER ET PRESENTATION DES INTERVENANTS
- 2.2 PRESENTATION DU PROJET ET SITUATION GEOGRAPHIQUE
- 2.3 CATEGORIE DE L'OPERATION
- 2.4 PREVISION DES EFFECTIFS
- 2.5 CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX
- 2.6 EMPLOI DU PERSONNEL PROVENANT DE SOCIETE INTERRIMAIRES

ARTICLE 3	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER
------------------	--

- 3.1 TRAVAUX PREPARATOIRES
- 3.2 ORGANISATION DES TRAVAUX
 - a) modes constructifs envisagés
 - b) suggestions d'intégration à l'ouvrage des moyens de prévention
 - c) description des modes opératoires en cas de risques spéciaux
- 3.3 PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER ET SON EVOLUTION
- 3.4 CLOTURE DE CHANTIER
- 3.5 VOIRIE DE CHANTIER ET PLAN DE CIRCULATION HORIZONTALE
- 3.6 STATIONNEMENT DES VEHICULES LEGERS
- 3.7 CANTONNEMENT
 - a) bureau de chantier, téléphone
 - b) vestiaires équipés
 - c) réfectoire équipé
 - d) sanitaires, lavabos, douches
- 3.8 ALIMENTATIONS ELECTRIQUES
 - a) cantonnement
 - b) chantier
- 3.9 DISTRIBUTION D'EAU
 - c) cantonnement
 - d) chantier
- 3.10 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE
- 3.11 PROTECTIONS INDIVIDUELLES POUR VISITEURS AUTORISES
- 3.12 INSTAURATION D'UN GARDIENNAGE
- 3.13 CIRCULATIONS ET ACCES
- 3.14 NETTOYAGE DU CHANTIER
- 3.15 EVACUATION DES DECHETS
- 3.16 ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 4 MESURES DE COORDINATION

- 4.1 RESPONSABILITES
- 4.2 RESPECT DU DROIT DES TIERS
- 4.3 CIRCULATION DES ENGINS DE TRANSPORT
- 4.4 ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES PROTECTIONS COLLECTIVES
- 4.5 MOYENS DE LEVAGE
- 4.6 IMPERMEABILISATION DE L'INTRADOS DE LA COUPOLE
 ETANCHEITE DE LA CUVE
 TRAVAUX HYDRAULIQUE
 TRAVAUX DE SERRURERIE
- 4.7 INTERFERENCE DES TACHES

1.1 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Le plan général de la coordination en matière de sécurité et protection de la santé doit être établi par le coordonnateur de l'opération de construction lorsque celle-ci est soumise à l'obligation de déclaration préalable ou lorsqu'elle nécessite l'exécution d'un ou plusieurs travaux comportant des risques particuliers.

L.4 121-2 : « L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L.4 121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

1° Eviter les risques ;

2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;

3° Combattre les risques à la source ;

4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;

5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;

6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux

7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;

L'employeur doit prendre toutes les mesures nécessaires à la prévention du harcèlement moral (article L. 1152-4).

2 De la même façon que pour le harcèlement moral, l'employeur doit prendre « *toutes dispositions nécessaires en vue de prévenir les agissements constitutifs au harcèlement sexuel* » (article L. 1153-5). « *Tout salarié ayant procédé à des agissements de harcèlement sexuel est passible d'une sanction disciplinaire* » (article L. 1153-6).

« *aucun salarié ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation de ses conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel* » (article L. 1152-1).

8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;

9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

2.1 OBJET DU P.G.C.

Le présent plan a pour objet l'application du décret n° 94.1159 du 26/12/94 visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlants de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le plan général de coordination de sécurité et protection de la santé sera complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier, il intégrera au fur et à mesure de leur élaboration en les harmonisant les plans particuliers de sécurité et protection de la santé.

Le plan général de coordination, en matière de sécurité et protection de la santé, sera joint aux documents remis par le Maître d'Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Il sera tenu à disposition sur le chantier, et pourra être consulté par les organismes appelés à intervenir sur le chantier.

Le Maître d'Ouvrage est tenu sur simple demande de l'adresser aux organismes sociaux professionnels de prévention.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé doit être conservé 5 années par le Maître d'Ouvrage à compter de la date de réception du bâtiment.

2.2 REGISTRE JOURNAL DE LA COORDINATION

Le coordonnateur ouvrira un registre-journal de coordination de sécurité du chantier sur tablette informatique.

Il sera ensuite conservé pendant 5 années par le Coordonnateur.

Tous les événements intéressant la sécurité, les observations faites par les contrôleurs des organismes de sécurité, par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur, ainsi que le visa des entreprises destinataires et leurs réponses éventuelles y seront consignées chronologiquement.

2.3 PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Toutes les entreprises ont l'obligation d'établir un plan particulier de sécurité et protection de la santé, et de le transmettre au Coordonnateur de sécurité dans le délai de préparation d'un mois, à compter de la signature des marchés, et préalablement à tous travaux.

Les entreprises faisant appel à des sous-traitants, devront exiger de leurs sous-traitants la production d'un PPSPS distinct à communiquer au Coordonnateur.

Le PPSPS est un document destiné avant tout, aux personnels intervenant sur le chantier.

Il doit être simple, clair, lisible par tous, et ne comporter que ce qui a trait à l'information, la sécurité et à la protection de la santé.

Le PPSPS devra :

Répondre aux prescriptions définies dans la Loi.

Intégrer les PPSPS des sous-traitants.

Respecter les dispositions du présent plan général de coordination.

Il doit avant tout éviter d'être un catalogue de recettes standard. Il doit refléter essentiellement les cas de sécurité et de protection de la santé propre et spécifique aux tâches de ce chantier, être diffusé et compréhensible pour le personnel d'exécution de ce chantier, être considéré comme évolutif et améliorable par les utilisateurs eux-mêmes.

Il devra comporter la mention explicite du devoir de tous les personnels d'apporter leurs concours à l'amélioration de leur propre sécurité et de leurs conditions de travail.

Les PPSPS de chaque entreprise devront être communiqués au coordonnateur en 2 exemplaires.

Un exemplaire sera conservé dans le bureau de chantier.

Chaque entreprise peut également demander au coordonnateur de lui communiquer le PPSPS d'une autre entreprise du chantier.

2.4 LE DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE

Le coordonnateur SPS est chargé de rassembler sous bordereau les notices d'entretien, les copies des plans d'exécution et de détails et tous documents expliquant les dispositions prises afin d'assurer la sécurité et la protection de la santé des personnels chargés de l'entretien ultérieur de l'ouvrage.

Les entreprises devront fournir à la demande du coordonnateur tous les documents prévus à cet effet.

Le DIUO sera remis au Maître d'Ouvrage à réception des travaux.

ARTICLE 2 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

2.1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS DU CHANTIER ET PRESENTATION DES INTERVENANTS.

MAITRE D'OUVRAGE :

MONSIEUR LE PRESIDENT DU
SMAEP HUISSEAU SUR COSSON
ST CLAUDE DE DIRAY
VINEUIL
5, PLACE DES MANGOTTES
41350 SAINT CLAUDE DE DIRAY
☎ 02 54 20 66 16 📠
✉

MAITRE D'OEUVRE :

CABINET MERLIN
INGENIEURS CONSEILS
810 RUE LÉONARD DE VINCI
45400 SEMOY
☎ 02 38 86 54 57 📠 03 38 61 07 42
✉ cm-orleans@cabinet-merlin.fr

COORDONNATEUR DE SECURITE :

A.B. COORDINATION
64 rue de Piégu BP 224
41200 ROMORANTIN
☎ 02 54 96 96 85 📠 02 54 96 96 82
✉ ab.coordination@wanadoo.fr

ORGANISMES DE PREVENTION

D.I.R.E.C.C.T.E.

Inspection du travail

34 avenue Maunoury CITE ADMINISTRATIVE
41000 BLOIS

☎ 02 54 55 85 95

OPPBTP (Organisme Profess. Prévent. Bâtiment Travaux Publics)

74 r Petit Pont
45000 ORLEANS

☎ 02 38 83 60 21

☎ 02 38 83 82 12

CARSAT

36 RUE XAINTRAILLE
45000 ORLEANS cedex 1

☎ 02 38 81 50 00

SAMU

☎ 15

POMPIERS

☎ 18

POLICE

☎ 17

Appel d'urgence européen

☎ 112

LISTE DES INTERVENANTS

LOT N°1 LOT UNIQUE

2.2 PRESENTATION DU PROJET ET SITUATION GEOGRAPHIQUE

NATURE DES TRAVAUX

Réfection du château d'eau

SITUATION GEOGRAPHIQUE

Captage de MOREST

2.3 CATEGORIE DE L'OPÉRATION

L'opération est classée en 2^e catégorie au sens de l'article R.328-8 du code du travail.

2.4 LISTE DES LOTS ET DES ENTREPRISES

LOT N° 1 LOT UNIQUE

Entreprise TSM

16 Rue de la Guillauderie

P.A.E. de Tournebride

44118 LA CHEVROLIERE

☎ 02 51 70 98 80

📠 02 51 70 98 81

@ : thierry@tsmournes.com

SOUS TRAITANTS ÉVENTUELS NON RETENUS À CE JOUR.

2.5 PREVISION DES EFFECTIFS

En période de pointe l'effectif prévu est d'environ 6 personnes.

2.6 CALENDRIER GENERAL DES TRAVAUX

Planning global du chantier suivant CCTP.

1° période de préparation

2° désamiantage et déplombage si besoin est

3° travaux de réhabilitation

2.7 EMPLOI DU PERSONNEL PROVENANT DE SOCIETES INTERIMAIRES

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- a) que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné
- b) que le certificat d'aptitude médical pour la profession déterminée a bien été délivré
- c) que l'intéressé est en règle au point de vue de sa carte de travail et carte de séjour
- d) que l'intéressé a bien reçu le matériel de protection individuelle
- e) que sa mission est conforme à l'article L.124 du code du travail

L'entreprise devra tenir à jour et à disposition sur le chantier les registres et documents réglementaires :

- a) registre du personnel
- b) registre de l'inspection du travail
- c) registre de sécurité
- d) registre d'observations
- e) carnet de premiers soins d'urgence
- f) fiches techniques des engins présents sur site
- g) autorisations de conduite

ARTICLE 3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

3.1 TRAVAUX PREPARATOIRES

Préalablement aux travaux, le lot n°1. exécutera la plate-forme du cantonnement, et si besoin est, la voirie préalable du chantier.

3.2 ORGANISATION DES TRAVAUX

a) modes constructifs envisagés

Dans leur PPSPS, les entreprises devront décrire les modes opératoires qu'elles comptent utiliser ainsi que les moyens matériels prévus. La description des risques qui pourraient en découler devra porter également sur les risques vis à vis des autres travailleurs du chantier, et proposer les moyens de protection collective que l'entreprise compte mettre en place pour parer à ces risques.

En cas de modification du mode opératoire initialement prévu, le coordonnateur devra toujours en être informé au préalable.

Aucune phase de travaux ne devra être engagée sans concertation préalable avec le coordonnateur.

b) Suggestions d'intégration à l'ouvrage des moyens de prévention

Chaque entrepreneur est censé maîtriser parfaitement les sujétions d'entretien et de maintenance liée aux ouvrages qu'il a réalisés.

Aussi, il sera sollicité par le coordonnateur SPS pour fournir les éléments nécessaires à la constitution du DIUO.

L'entrepreneur qui constatera que des éléments ou dispositions lui semblant nécessaire afin d'assurer la sécurité des personnels ayant à intervenir ultérieurement pour l'entretien, les dépannages, ou la maintenance, ne sont pas prévus dans la description de son marché de travaux, se doit d'en informer le Maître d'œuvre, et le coordonnateur SPS.

S'ils le jugent utile, ils étudieront les conditions techniques et économiques de mise en place de ces éléments, afin de les proposer au Maître d'Ouvrage, qui en décidera en dernier ressort.

c) Description des modes opératoires en cas de risques spéciaux

Tous les processus de travaux comportant des risques propres à certains lots, doivent faire l'objet d'une étude spécifique des moyens de sécurité, adaptée, non seulement descriptive, mais assortie de croquis explicatifs et éventuellement de notes de calculs. Ces études devront être intégrées avant le début des travaux dans le PPSPS ou en cours de chantier sur la demande expresse du Coordonnateur. Les études ayant des répercussions sur la structure ou sur la conformité aux règlements de sécurité incendie seront impérativement soumis à un bureau de contrôle.

Chaque entreprise est totalement responsable de l'organisation de la sécurité de son personnel en cas d'intervention sur un emplacement, même non protégé à l'avance.

En cas d'urgence, le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur peuvent suspendre l'exécution des travaux jusqu'à la réalisation des protections réglementaires.

3.3 PLAN D'INSTALLATION DU CHANTIER ET SON EVOLUTION

L'entreprise du **lot n°1** établira un plan d'installation du chantier et le soumettra à l'accord du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.

En cas de modification en cours de chantier, ce plan sera soumis aux mêmes contrôles.

Il sera affiché au tableau d'affichage, dans le bureau de chantier.

Ce plan précisera :

L'accessibilité du chantier depuis la voie publique, la clôture, les entrées, les zones de déchargement, de stockage.

Le traitement des circulations distinctes piétons et véhicules, le positionnement de la ou des grues, ou moyens de levage, leurs zones de survol.

Les installations sanitaires et d'hygiène collectives TCE, blocs vestiaires en nombre suffisant pour tous les corps d'état.

- Installation d'eau
- Installation d'électricité
- vestiaires
- sanitaires
- Réfectoire équipé
- Bureau de chantier
- Poste téléphonique de secours
- zones de stockage
- position des bennes à tri sélectif

3.5 CLOTURES DE CHANTIER

Le chantier est clos.

CLOTURE ET CONTROLE DE L'ACCES AU CHANTIER

Le chantier est interdit à toute personne ne faisant pas partie d'une entreprise contractante ou non autorisée par le Maître d'Ouvrage. Aussi il est demandé aux entreprises que leur personnel porte un signe distinctif, tenue de travail, badge, casque, permettant une identification immédiate sur le chantier. Chaque entreprise, par ses chefs de chantier, pourra demander l'exclusion de toute personne dont la présence n'est pas justifiée.

Une ou plusieurs pancartes rappelant cette interdiction, visibles, portails ouverts ou fermés, seront posées en même temps que le portail de clôture.

OBLIGATION DE FOURNIR AVANT LE DÉMARRAGE DES TRAVAUX LA LISTE COMPLETE DE TOUS LES OPÉRATEURS DU CHANTIER.

Le lot N°1 mettre en place les panneaux: ENTREE INTERDITE AU PUBLIQUE
& PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE

Le portail sera impérativement fermé chaque soir.

Si besoin est, complément des clôtures existantes par clôtures réalisées en **panneaux grillage rigide sur plots béton, solidarités mécaniquement entre eux**, devront être conçus de manière à ce qu'aucun franchissement ne puisse être possible dans les deux sens.

CLOTURES INTERIEURES

À la charge du lot N°1 si besoin est.

3.6 VOIRIE DE CHANTIER ET PLAN DE CIRCULATION HORIZONTALE

La voirie doit être constamment praticable et aménager une voie piétonne propre pour permettre aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés.

Les circulations verticales et horizontales du chantier seront clairement balisées, exemptes d'obstacles ou de dépôts même provisoires.

En cas de nécessité l'éclairage du chantier devra y être réalisé au fur et à mesure de la progression des travaux par **le lot n°1**.

Entretien de la voirie et des plates-formes par **le lot n°1** pendant la durée du chantier T.C.E.

Si besoin est, une surligneur stabilisée de 4 mètres en périphérie du château d'eau sera réalisée par **le lot n°1** afin de permettre l'installation d'échafaudages en toute sécurité, le passage des engins d'approvisionnement de toutes natures, l'accès des secours.

3.7 STATIONNEMENT DES VEHICULES LEGERS

Une zone de stationnement pourra être aménagée suivant les possibilités par **le lot n°1** en accord avec la commune de MOREST

3.8 CANTONNEMENT

a) bureau de chantier

Il sera installé par **le lot N°1**, équipé du téléphone de secours, raccordé à l'installation électrique et chauffé.

1 salle de réunion pouvant accueillir 10 personnes, compris : tables, sièges, téléphone, meubles de rangements pour toutes les pièces écrites, et les plans.

Cette salle fermera à clef et un jeu devra être remis au Maître d'œuvre.

L'entretien RÉGULIER est à la charge du **lot N°1**.

Le tableau d'affichage sera installé dans le bureau, y apparaîtront les consignes de sécurité, le plan d'installation du chantier, les zones de circulation, de stockage, de préfabrication, la liste des divers intervenants, la liste des secouristes, et un exemplaire du plan général de coordination, à la charge du **lot N°1**.

Chaque entreprise devra laisser à disposition dans le bureau un exemplaire de son PPSPS. L'entretien régulier est à la charge du **lot N°1**.

Les installations électriques de l'ensemble du cantonnement et du chantier seront réceptionnées par un organisme agréé. Frais à LA CHARGE DU LOT N°1 compris fourniture au Coordonnateur SPS du PV de vérification de celles-ci.

b) Vestiaires

Ils seront installés par le lot N°1 pour toute la durée du chantier et pour tous les corps d'état, maintenus en nombre suffisant pour absorber les variations d'effectifs, équipés d'armoires-vestiaires fermant à clef, raccordés à l'installation électrique du chantier, chauffés et conformes aux normes en vigueur.

L'entretien QUOTIDIEN est à la charge du lot N°1.

Les installations électriques de l'ensemble du cantonnement seront réceptionnées par un organisme agréé. À LA CHARGE DU LOT N°1.

c) Réfectoire

Il sera installé par le lot N° 1.

Ce local sera prévu pour un effectif de 6 personnes. Il sera chauffé équipé avec sièges, tables lavables et équipement de **RECHAUFFAGE ET CONSERVATION** des aliments.

Les entreprises dont les salariés ne déjeunent pas le midi au restaurant, utiliseront exclusivement ce local.

En cas de surnombre, les équipes des entreprises présentes, devront moduler leurs horaires afin que tous puissent l'utiliser entre 12 heures et 14 heures.

L'entretien **QUOTIDIEN** est à la charge du lot N°1.

Les installations électriques de l'ensemble du cantonnement seront réceptionnées par un organisme agréé. FRAIS À LA CHARGE DU LOT N°1.

a. SANITAIRES

Avant tout commencement de travaux, l'entreprise du lot N°1 installera des blocs sanitaires de chantier avec lavabos, douches, urinoirs, WC, alimentés en eau chaude et eau froide, compris papier toilette et essuie-mains, l'ensemble **en nombre suffisant pour l'effectif TCE au maximum du chantier.**

Ces blocs seront éclairés, raccordés provisoirement aux réseaux d'eau, et E.U. jusqu'à la fin du chantier TCE.

L'entretien quotidien est à la charge du lot N°1.

Les installations électriques de l'ensemble du cantonnement seront réceptionnées par un organisme agréé, FRAIS DE VÉRIFICATION A LA CHARGE DU LOT N°1. CELUI-CI FOURNIRA AU COORDONNATEUR SPS COPIE DU PROCES VERBAL DE CE CONTROLE.

TOUS LES BUNGALOWS DE CHANTIER SERONT MAINTENUS SUR SITE JUSQU'À LA FIN DES TRAVAUX TOUS CORPS D'ÉTAT.

L'ENTRETIEN DU CANTONNEMENT EST OBLIGATOIRE PENDANT TOUTE LA DURÉE DU CHANTIER.

TOUTES DISPOSITIONS DEVRONT ÊTRES PRISES AFIN D'ASSURER L'HYGIÈNE DU CHANTIER ET SI BESOIN EST LE LOT N°1 POURRA AVOIR RECOURS À UNE SOCIÉTÉ DE NETTOYAGE EXTERIEURE. (les frais d'entretien restant à sa charge)

3.9 ALIMENTATIONS ELECTRIQUES

LA DEMANDE DE BRANCHEMENT ELECTRIQUE POUR LE CANTONNEMENT LE CHANTIER, LES ENGINS DE LEVAGE, SERA EFFECTUÉE PAR LE LOT N°1.

EN CAS DE DEFAILLANCE DE ERDF, L'ENTREPRISE DU LOT N°1 METTRA EN PLACE (à sa charge) DANS UN DÉLAI DE 48 HEURES MAXIMUM, A COMPTER DU DEMARRAGE DES TRAVAUX, UN SYSTEME DE REMPLACEMENT PAR GROUPE ELECTROGENE AFIN D'ASSURER UN MINIMUM DE SÉCURITÉ SUR LE CHANTIER.

a) du cantonnement

Le raccordement électrique de l'ensemble des locaux destinés aux personnels sera effectué par **le lot N°1** ainsi que le réseau éclairage circulation, consommations à sa charge.

Les installations électriques de l'ensemble du cantonnement seront réceptionnées par un organisme agréé (frais à la charge du lot N°1)

b) du chantier

Le branchement du chantier sera installé par **le lot n°1**, consommations à sa charge.

La distribution d'électricité aux postes de travail depuis l'armoire générale, est assurée par le LOT N°1.

La fourniture, la mise en place et le raccordement des tableaux électriques divisionnaires de chantier, nécessaires à la réalisation des travaux à l'intérieur et à l'extérieur du château d'eau, étant à la charge du lot N°1.

Les installations électriques de l'ensemble du chantier seront réceptionnées par un organisme agréé, frais à la charge du lot N°1, Compris fourniture de la copie du procès verbal de conformité au coordonnateur SPS.

PRÉVOIR POUR CETTE OPÉRATION DES TABLEAUX DE PROTECTION EN QUANTITE SUFFISANTE, PAR ZONE ET PAR NIVEAU DE TRAVAIL (à la charge du lot ELECTRICITE) afin de limiter à 25 mètres maximum la longueur des rallonges électriques.

Les armoires de chantier et réseaux de distribution de l'installation devront être conforme aux prescriptions et normes en vigueur, **réceptionnés par un organisme agréé**, installés en nombre suffisant , afin de limiter à 25 mètres maximum la longueur des rallonges électriques, et devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants :

Protection contre surintensité et court-circuit

Protection des travailleurs par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 ma)

Il y aura lieu de séparer :

- 1° le réseau d'alimentation électrique du chantier
- 2° le réseau d'éclairage et de circulation
- 3° le réseau nacelles, matériel de levage
- 4° le réseau du cantonnement

3.10 DISTRIBUTION D'EAU

a) cantonnement

Le lot n°1 prend en charge l'alimentation des locaux destinés aux personnels, qui seront pourvus d'un réseau d'alimentations hors-gel, et raccordera ceux-ci aux réseaux d'évacuation. La consommation est à sa charge.

b) chantier

Le lot n°1 prend en charge le branchement de chantier.

Le lot n°1 prend en charge le réseau de distribution d'eau. La consommation est à sa charge.

INTERDICTION DE DEBRANCHER LES BUNGALOWS POUR ALIMENTER LE MATÉRIEL DE CHANTIER.

3.11 PROTECTION INCENDIE

L'équipement de lutte contre l'incendie est à réaliser par les entreprises sur leurs postes de travail. Les bouches d'incendie qui peuvent être installées doivent rester accessibles en permanence et les extincteurs doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.

Il est strictement interdit d'allumer des feux.

Des extincteurs portatifs en nombre suffisant seront prévus dans les locaux réservés au personnel, et seront installés par **Le lot n°1** à sa charge.

STOCKAGE DE PRODUITS DANGEREUX

Le dépôt de produits inflammables se fera dans une zone très limitée, et l'approvisionnement de ceux-ci sera quotidien.

L'entreprise veillera à la protection contre tous les risques d'incendie de ses matériaux.

Il est nécessaire d'évaluer le risque chimique, et pour se faire, le stockage de ces produits doit être particulièrement étudié, et être réalisé sur des bacs de rétention.

3.12 PROTECTIONS INDIVIDUELLES POUR VISITEURS AUTORISÉS

5 casques et harnais seront mis à disposition dans le bureau de chantier par **le lot n°1**.

3.13 INSTALLATION D'UN GARDIENNAGE

Les frais de gardiennage de jour et de nuit lorsque celui-ci s'avèrera nécessaire seront portés au compte du lot N°1. La date de départ et la durée de ce gardiennage seront convenues avec le Maître d'ouvrage sur proposition du Maître d'œuvre ou de l'entreprise.

3.14 CIRCULATIONS ET ACCÈS

Entretien de la voirie provisoire pendant toute la durée du chantier à la charge du **lot n°1**.
La voirie doit rester constamment praticable et être convenablement éclairée si besoin est.
L'accès des véhicules se fera suivant un itinéraire bien déterminé.
L'accès aux véhicules de secours doit rester libre.

NETTOYAGE REGULIER DE LA VOIRIE A LA CHARGE DU LOT n°1 .

3.15 NETTOYAGE DU CHANTIER

L'hygiène et la sécurité des travailleurs du chantier ne peuvent s'obtenir qu'en astreignant toutes les entreprises à nettoyer et à évacuer leurs propres gravats, déchets, et excédants d'approvisionnement journallement.

L'entreprise sera chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, de transporter l'ensemble de ses déchets et gravats.

A la demande du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre, ou de l'entreprise celle-ci mettra en place des bennes pour l'organisation du tri sélectif, et en assurera la rotation.

NETTOYAGE HEBDOMADAIRE

Nonobstant une propreté permanente du chantier, le Maître d'Ouvrage impose à l'entreprise un nettoyage hebdomadaire.

S'il le juge nécessaire, le Maître d'œuvre fera procéder à un nettoyage général des lieux par une entreprise de son choix.

Les frais étant imputés au compte de l'entreprise considérée comme responsables de la saleté. Le Maître d'œuvre ayant toute autorité pour déterminer cette responsabilité.

3.16 EVACUATION DES DECHETS

A la charge de l'entreprise, en respectant le tri sélectif, et la mise en décharge appropriée, ou **JUSQU'AUX BENNES PREVUES A CET EFFET.**

Le brûlage

Tout brûlage à l'air libre est interdit

Le dépôt sauvage

Tout dépôt de déchets dans des lieux non contrôlés administrativement est interdit.

Le mélange de déchets toxiques

Le mélange des déchets toxiques avec d'autres catégories de déchets est interdit

Le titulaire du lot n°1 élaborera un schéma d'organisation, de suivi de l'évacuation des déchets.

3.17 ORGANISATION DES SECOURS

TROUSSE DE SECOURS

Chaque entreprise doit posséder une trousse de secours. Celle-ci doit être convenablement renouvelée et vérifiée par le chef de chantier ou le secouriste, avant l'arrivée sur le chantier. La liste et le mode d'emploi de chaque médicament devront figurer dans la trousse.

POSTE DE TELEPHONE

Le poste de téléphone du chantier doit toujours être accessible jusqu'à la réception des travaux.

Si le téléphone est un publiphone à carte ou à pièces, les numéros d'urgence doivent toujours être accessibles.

Son installation est à la charge **LOT n°1**, consommations à sa charge.

CONSIGNE ET AFFICHAGE

Une affiche « APPEL EN CAS D'URGENCE » sera affichée et maintenue près du téléphone. Cette affiche sera complétée par une liste des autres numéros d'appel d'urgence. (à la charge **LOT n°1**)

Un plan d'installation de chantier précisant notamment la localisation du téléphone de secours sera affiché sur le panneau d'informations et ce, pendant toute la durée du chantier tous corps d'état. (à la charge **LOT N° n°1**)

La liste des secouristes présents sur le chantier sera affichée et mise à jour à chaque arrivée ou départ d'un secouriste. (à la charge de chaque secouriste)

La déclaration préalable, la liste des intervenants, les divers procès-verbaux de vérification, les divers plans du chantier, seront affichés dans le bureau de chantier. (à la charge **LOT N° n°1**)

Un exemplaire du présent PGC (à la charge **LOT N° n°1**) un exemplaire du PPSPS de chaque entreprise intervenante, [un exemplaire de chaque registre de vérification précisant la périodicité des vérifications, le nom et qualité de la personne responsable du montage et contrôle des installations \(nacelles, échafaudages, ect...\)](#) seront laissés à disposition dans le bureau de chantier, et devront en permanence être accessibles aux divers intervenants du chantier, et aux organismes de prévention. (à la charge de chaque entreprise concernée)

SECOURISTES

Les secouristes doivent pouvoir agir en toutes circonstances sur le chantier, et vis à vis de tous les accidentés, à quelque entreprise qu'ils appartiennent, aussi est-il recommandé :

1) qu'ils portent un badge distinctif sur leur vêtement de travail ou un autocollant sur leur casque

2) qu'ils inscrivent leur nom dès leur arrivée sur le chantier, sur une liste apposée au tableau d'affichage près du bureau de chantier. (**À LA CHARGE DE CHAQUE SECOURISTE**)

ACCES AU CHANTIER POUR LES VEHICULES DE SECOURS

Les circulations ne devront pas être encombrées par des véhicules ou du stockage pouvant gêner l'accès des secours.

LE LOT N°1 AURA A SA CHARGE LA SIGNALISATION ROUTIÈRE aux abords DU CHANTIER.

ARTICLE 4 MESURES DE COORDINATION

4.1 RESPONSABILITES

L'entrepreneur est seul responsable des dégâts causés directement ou indirectement à des tiers ou à des existants conservés. Il sera titulaire d'une police d'assurance professionnelle couvrant les risques d'exécution des travaux, ainsi que sa responsabilité civile pour les dommages de toutes natures causées aux tiers :

- 1) par le personnel salarié en activité de travail
- 2) par le matériel d'industrie, de commerce, d'entreprise ou d'exploitation
- 3) du fait des travaux
- 4) du recours des voisins à la suite des dégâts occasionnés tant aux biens mobiliers qu'immobiliers, du fait de l'exécution des travaux

L'entrepreneur se chargera des demandes d'autorisations de voirie et établira ses DICT.

Il est responsable de tous accidents matériels ou corporels, dégradations et recours des voisins, résultant de ses travaux.

L'entrepreneur organisera son chantier de manière à éviter tout désordre, les chutes de débris chez les voisins, et pour diminuer tant que faire se peut la dispersion des poussières et peintures.

4.2 RESPECT DU DROIT DES TIERS

L'entrepreneur prendra toutes précautions utiles afin de ne pas perturber le voisinage et assurer le respect du droit des tiers.

En cas de réclamation de la part des occupants ou des riverains, l'entrepreneur doit immédiatement procéder à la constatation des désordres qui lui sont signalés, et mettre en œuvre les travaux de remise en état dans un délai de 24 heures.

Toutes précautions seront prises pour diminuer les nuisances au voisinage, quelle qu'en soit la nature.

En cas de travaux « bruyants » (démolitions, découpes) un aménagement d'horaires peut être demandé aux entreprises.

4.3 CIRCULATION DES VEHICULES DE TRANSPORTS

L'entrepreneur est seul responsable des dégâts occasionnés sur la voie publique, et dans l'enceinte du chantier, au cours des manœuvres inconsidérées de son matériel.

L'entrepreneur devra veiller à ce que ses véhicules soient nettoyés avant leur sortie sur la voie publique, il devra également faire balayer et laver la chaussée et les trottoirs chaque fois que nécessaire.

L'entrepreneur fera disposer de part et d'autre de la chaussée glissante, un jeu de panneaux du type A14 « CHAUSSEE GLISSANTE » qu'il fera retirer dès que l'état de la chaussée le justifiera.

Il fera effectuer le nettoyage sur simple injonction des services de Police ou Municipaux.
Il sera mis en place un dispositif de décrottage des roues et un lavage au jet si besoin est.

L'entrepreneur assurera la signalisation routière provisoire temporaire si besoin est, pendant la durée de ses travaux.

4.4 ENTRETIEN ET MAINTENANCE DES PROTECTIONS COLLECTIVES

Les protections collectives qui seront déplacées par une entreprise pour la nécessité de ses travaux devront :

- 1) être remplacées pendant la phase d'exécution des travaux par des moyens au moins équivalents
- 2) être remise en place aussitôt après l'intervention, si le risque subsiste
- 3) être modifiées par l'entreprise en raison de ses risques nouveaux

○ LE LOT N°1 VRD MET EN PLACE LES PROTECTIONS COLLECTIVES PROVISOIRES.

4.5 MOYENS DE LEVAGE

1° contrôle technique

Tous les moyens de levage pénétrant sur le chantier, devront avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires avant toute utilisation.

La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres, tenus sur le chantier et présentés au Coordonnateur qui le mentionnera sur le registre journal.

Les notices d'utilisation, les instructions à l'encadrement et aux grutiers, les coordonnées des centres météo, devront être disponibles sur le chantier.

Un exemplaire de chaque registre de vérification précisant la périodicité des vérifications, le nom et qualité de la personne responsable du montage et contrôle des installations (nacelles, échafaudages, ect...) seront laissés à disposition dans le bureau de chantier, et devront en permanence être accessibles aux divers intervenants du chantier, et aux organismes de prévention

Les pilotes des divers engins devront être en mesure de présenter immédiatement leur CACES et autorisation de conduite aux divers contrôleurs, inspecteurs et coordonnateur qui leur en feront la demande.

- EVITEZ L'EMPLOI DE SANGLES ORDINAIRES
- REALISEZ L'EXAMEN D'ADÉQUATION POUR DEFINIR LES ACCESSOIRES DE LEVAGE QUI SERONT LE PLUS FACILE A UTILISER
- DEFINIR L'IMPLANTATION DES POINTS DE LEVAGE
- UTILISEZ LES ACCESSOIRES DE LEVAGE MARQUES « CE » ET AYANT SUBI LES VÉRIFICATIONS OBLIGATOIRES, PRIVILÉGIEZ LES SANGLES À USAGE UNIQUE
- ELOIGNER LE PERSONNEL DES CHARGES À GUIDER AU MOYEN DES CORDAGES, Etc...

2° limitation du recours aux manutentions manuelles

Afin de limiter les manutentions manuelles, principalement dans l'approvisionnement des étages, les entreprises devront se concerter dès le début du chantier, afin de mettre en place des recettes à matériaux.

Le déchargement et la manutention devront s'effectuer dans les meilleures conditions afin d'éviter :

- a) les longs déplacements horizontaux avec manutention du lieu d'approvisionnement au poste de travail
- b) d'emprunter les escaliers avec des matériaux lourds et volumineux
- c) les risques de chutes pendant le transport des matériels liés aux obstacles ou configuration des locaux

L'utilisation des engins de levage de tout type est conseillée afin de répartir conformément les colis à chaque niveau de la construction, et à proximité des postes de travail.

Du stockage à l'endroit d'exécution, les transports se feront à l'aide de matériels appropriés.

Les entreprises veilleront également à emprunter des dispositifs individuels adaptés, afin de soulager les travailleurs à la mise en œuvre des matériaux.

3° protections acoustiques

Les travailleurs doivent être équipés d'un casque adapté au travail à effectuer.

Une adaptation des horaires de travail pourra être demandée aux entreprises, afin de palier aux gênes engendrées par le bruit.

Tous les engins de chantier bruyants devront être conformes aux normes en vigueur.

4° fixation sur l'ouvrage des moyens de levage

Toutes les entreprises devront communiquer, dès la période de préparation, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur, tous projets d'installation de treuils, consoles, sapines, etc... (mode de fixation, charges, efforts exercés) pour accord préalable.

5° interférence des moyens de levage

Les entreprises amenées à utiliser divers moyens de levage, devront obtenir l'accord du Coordonnateur, afin d'éviter tous risques dus aux interférences.

Les divers moyens de levage auront préalablement à leur utilisation, satisfaits aux contrôles des organismes agréés.

6° interférences des taches

L'entreprise devra étudier dans son propre planning les interventions de ses sous-traitants en coordination avec les autres corps d'état afin de prévenir tous les risques.

ATTENTION PENSEZ À DÉCLARER VOS SOUS-TRAITANTS CECI EST UNE OBLIGATION.

AUCUN SOUS-TRAITANT NE SERA ADMIS SUR LE CHANTIER SI PRÉALABLEMENT À SON INTERVENTION :

***IL N'A PAS ÉTÉ AGRÉÉ PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE,
N'A PAS EFFECTUÉ SON INSPECTION COMMUNE,
N'A PAS REMIS SON PPSPS.***

47° échafaudages - plate-forme - nacelles

Le lot N°1 devra toutes suggestions d'échafaudages, plate-forme, nacelles, permettant l'accès nécessaire à l'installation de ses ouvrages ainsi que la sécurité des lieux d'installation.

Le lot n°1 *concertation avec les divers intervenants*, PRENDRA EN CHARGE la mise en œuvre des installations collectives : nacelles, échafaudages extérieurs, intérieurs, plates-formes, sapines, écrans de protection ect....

Ils comprendront tous les organes de protection tels que : échelles à chaque niveau avec trappes de fermeture, garde-corps, plinthes, lisses, sous-lisses, contreventements, filets, bâches ect....

Une attestation de compétence, basée sur les référentiels, annexée est délivrée par le chef d'entreprise. Elle sera obligatoire pour monter, démonter, ou exploiter un échafaudage de pied. Si le monteur n'appartient pas à l'entreprise utilisatrice de l'échafaudage, il y a lieu d'établir un procès-verbal de réception écrit et contradictoire.

Les entreprises devront se concerter afin de favoriser l'installation d'échafaudages communs. Les besoins relatifs à ces installations devront être décrits dans les PPSPS.

Les échafaudages seront périodiquement et régulièrement vérifiés par une personne compétente, préalablement désignée. Le résultat de ces vérifications sera consigné sur un registre prévu à cet effet et laissé à disposition sur le chantier.

Un exemplaire de chaque registre de vérification précisant la périodicité des vérifications, le nom et qualité de la personne responsable du montage et contrôle des installations (nacelles, échafaudages, ect...) seront laissés à disposition dans le bureau de chantier, et devront en permanence être accessibles aux divers intervenants du chantier, et aux organismes de prévention

L'ensemble des opérateurs destinés à monter, démonter, modifier et exploiter les échafaudages de pieds, doit avoir un savoir faire et des compétences visant à la maîtrise des risques liés à cet équipement de travail.

Une attestation de compétence basée sur les référentiels annexés est délivrée par le chef d'entreprise. Elle sera obligatoire pour monter, démonter, exploiter les échafaudages de pieds.

Chaque opérateur travaillant sur échafaudage doit être capable de suivre les règles suivantes :

- Accéder et circuler en sécurité sur l'échafaudage
- Respecter les limites de charges
- Maintenir l'échafaudage en sécurité
- Tenir compte de la co-activité sur les chantiers
- Signaler les situations dangereuses

VERIFICATION GENERALE DES ECHAFAUDAGES, VALIDANT SA CONFORMITE SUR LE PLAN DE L'INSTALLATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES, ET STATUANT SUR SA STABILITE.

(CONFORMITE DES ANCRAGES, ET SURFACE PORTANTE AYANT UNE RESISTANCE SUFFISANTE POUR S'OPPOSER A TOUT AFFAISSEMENT.

Articles R 4323-69 à R4323-80 du code du travail.

VERIFICATIONS PERIODIQUES DES ECHAFAUDAGES COMPRIS CONSIGNATION DES RESULTATS DANS LE REGISTRE DE SECURITE

TENU A DISPOSITION DANS LE BUREAU DE CHANTIER.

Articles R4323-99 à 4323-103 du code du travail.

AVANT TOUTE INSTALLATION D'ECHAFAUDAGES, L'ENTREPRISE DEVRA JUSTIFIER D'UN PLAN DE MONTAGE DES ECHAFAUDAGES .(suivant notice du fabricant)

AUCUNE ENTREPRISE D'UN AUTRE CORPS D'ÉTAT QUE L'ÉCHAFAUDEUR NE PEUT MODIFIER L'ÉCHAFAUDAGE.

4.6 lot n°1 RÉHABILITATION DU CHATEAU D'EAU(lot unique)

UN DIAGNOSTIC AMIANTE & PLOMB AVANT TRAVAUX SERA JOINT AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE.
TOUTES LES ENTREPRISES EN PRENDRONT CONNAISSANCE.
AUCUNE CO-ACTIVITÉ PENDANT LES OPÉRATIONS DE DÉSAMANTAGE & DEPLOMBAGE

TRAVAUX EN ELEVATION

L'entreprise réalisera un diagnostic initial du site afin d'évaluer les risques, en tenant compte notamment de l'éventuelle présence de

- *LIGNES ELECTRIQUES AÉRIENNES à proximité du réservoir*
- *ANTENNES TÉLÉPHONIQUES sur dôme ou parois verticales*

L'entreprise étudiera les précautions à prendre vis à vis

- *De l'état des protections collectives existantes*
- *Des moyens d'accès existants*
- *Des moyens d'évacuation existant pour les éventuels blessés*

Dans son PPSPS l'entreprise devra présenter, complétées si besoins est par des croquis, les diverses mesures de protection collective mises en place lors de son intervention.

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Préalablement aux travaux, elle aura pris connaissance des divers réseaux aériens et souterrains existants.

- Elle portera un soin particulier au balisage de ses ouvrages.
- Elle rédigera une demande de renseignements
- Elle établira ses DICT.
- Elle organisera la circulation interne au chantier, avec à sa charge la signalisation piétonne et routière.
- Elle organisera la circulation périphérique au chantier, avec à sa charge la signalisation piétonne et routière.
- Elle se mettra en relation avec les divers concessionnaires, assainissement, eau potable, EDF, GDF, France-télécom, avant toutes interventions sur les divers réseaux.

PRESENCE DE LIGNES ELECTRIQUES

L'ENTREPRISE DEMANDERA si nécessaire avant toute intervention:

- La déviation ou le déplacement des lignes électriques
- La coupure des lignes électriques
- La protection isolante des lignes électriques si la tension le permet

ELLE DEFINIRA LES PERIMETRES DE PROTECTION A RESPECTER EN FONCTION DES ACCES ET APPROVISIONNEMENTS

- Mise en place de barrières physiques
- Limitation de l'amplitude des engins utilisés

PRESENCE D'ANTENNES TELEPHONIQUES

- Demander une coupure d'émission aux opérateurs téléphoniques
- Demander le déplacement ou la surélévation des antennes
- Matérialiser des périmètres de protection avec interdiction d'accès
- Informer les salariés porteurs d'implants passifs ou actifs des risques de perturbation de ceux-ci.

ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE & SÉCURISATION DES ACCÈS Avant le début des travaux.

- Mettre en place dès le début du chantier à l'aide des EPI des points d'ancrage préalablement déterminés, des dispositifs provisoires de sécurité contre les risques de chute, avant de procéder à la dépose des anciens équipements existants.
- Déposer les éléments métalliques, béton, verres dégradés présentant des risques de chute d'élément.
- Vérifier et rétablir les ventilations existantes
- Prévoir la création de trémie pour l'évacuation des blessés éventuels, le matériel, distincte de la trémie d'accès à la cuve.

TRAVAUX EN HAUTEUR

Les moyens d'accès utilisés devront faire l'objet :

- Note de calcul (résistance et stabilité)
- Examen d'adéquation
- Panneaux de consignation
- Examen de montage et d'installation
- Examen de l'état de conservation
- Vérifications journalières consignées sur registre
- Vérifications trimestrielles consignées sur registre
- **Vérification par organisme agréé et remise au coordonnateur du procès-verbal de contrôle avant la première mise en service puis régulièrement suivant la réglementation en vigueur**

TRAVAUX DANS LA CUVE(EN MILEU CONFINÉ)

- Mise en œuvre d'une ventilation efficace pendant toute la durée des travaux
- Éloigner les points de soufflage du point d'extraction d'air
- Placer les personnes de préférence dans le flux d'air neuf soufflé, au fur et à mesure de leur déplacement
- Évacuer les récipients usagés au fur et à mesure
- Si la zone de préparation des produits se situe dans la cuve, l'installer le plus près possible de la zone d'extraction
- Prévoir un trappe d'accès sur dôme pour l'évacuation rapide des blessés
- Ne pas utiliser de chauffage à combustion directe

NETTOYAGE A TRÈS HAUTE PRESSION

- Panneautage spécifique et balisage signalant le danger
- Aucune tierce personne dans le champ d'évolution du jet
- Etablir un système de surveillance
- la présence d'un opérateur en mesure d'arrêter la pompe ou de couper immédiatement la pression en cas de problème est obligatoire
- port des EPI
- habilitation interne à l'entreprise et copie au coordonnateur des habilitations de décapeurs
- port du badge spécifique par l'opérateur, afin d'indiquer le risque spécifique d'une blessure liée à un jet haute pression
-

Les entreprises devront se concerter afin favoriser l'installation d'échafaudages communs.
Les besoins relatifs à ces installations devront être décrits dans les PPSPS.

Lorsque l'utilisation de ces dispositifs de protection est reconnue impossible, le port d'un système d'arrêt de chute est obligatoire.

Pour les travaux en hauteur, il doit être installé des dispositifs rigides de protections collectives, capables d'arrêter une personne. (article R 4323-59 du code du travail)

R.4323-59

La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail est assurée :

1° Soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre un mètre et 1,10 m et comportant au moins :

- a) Une plinthe de butée de 10 à 15 centimètres, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps ;
- b) Une main courante ;
- c) Une lisse intermédiaire à mi-hauteur ;

2° Soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente.

***NOUS NE POUVONS TOLÉRER DE PROTECTIONS TEMPORAIRES
« RAPPORTÉES » DE QUALITÉ MÉDIOCRE ET NON CONFORMES AUX TEXTES
EN VIGUEUR.***

L'entreprise rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Les protections collectives ou existantes qui seront déplacées pour la nécessité de ses travaux devront :

- être remplacées pendant la phase d'exécution des travaux par des moyens de protection au moins équivalents
- être remises en place aussitôt après l'intervention, si le risque subsiste

L'entreprise devra communiquer, dès la période de préparation, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur, tous projets d'installation de treuils, consoles, sapines, ect... (mode de fixation, charges, efforts exercés) pour accord préalable.

L'entreprise amenée à utiliser divers moyens de levage, devra obtenir l'accord du Coordonnateur, afin d'éviter tous risques dus aux interférences.

Les divers moyens de levage auront préalablement à leur utilisation, satisfaits aux contrôles des organismes agréés.

Les échafaudages seront périodiquement et régulièrement vérifiés par une personne compétente, préalablement désignée. Le résultat de ces vérifications sera consigné sur un registre prévu à cet effet, et laissé à disposition sur le chantier.

L'ensemble des opérateurs destinés à monter, démonter, modifier et exploiter les échafaudages de pieds, doit avoir un savoir faire et des compétences visant à la maîtrise des risques liés à cet équipement de travail.

Une attestation de compétence basée sur les référentiels annexés est délivrée par le chef d'entreprise. Elle sera obligatoire pour monter, démonter, exploiter les échafaudages de pieds. Chaque opérateur travaillant sur échafaudage doit être capable de suivre les règles suivantes :

- Accéder et circuler en sécurité sur l'échafaudage
- Respecter les limites de charges
- Maintenir l'échafaudage en sécurité
- Tenir compte de la co-activité sur les chantiers
- Signaler les situations dangereuses

R.4534-85

Lorsque des travailleurs sont appelés à intervenir sur un toit présentant des dangers de chute de personnes ou de matériaux d'une hauteur de plus de trois mètres, des mesures appropriées sont prises pour éviter toute chute.

R.4534-86

Les échafaudages utilisés pour exécuter des travaux sur les toitures sont munis de garde-corps constitués par des éléments jointifs ou écartés de sorte qu'ils ne puissent permettre le passage d'un corps humain. Ces garde-corps ont une solidité suffisante pour s'opposer efficacement à la chute dans le vide d'une personne ayant perdu l'équilibre.

À défaut d'échafaudages appropriés, des dispositifs de protection collective d'une efficacité au moins équivalente sont mis en place.

R.4324-26

Les accessoires de levage sont marqués de façon à permettre d'en identifier les caractéristiques essentielles à une utilisation sûre.

R.4323-47

Les accessoires de levage sont choisis et utilisés en fonction des charges à manutentionner, des points de préhension, du dispositif d'accrochage et des conditions atmosphériques et compte tenu du mode et de la configuration d'élingage.

Tout assemblage d'accessoires de levage permanent est clairement marqué pour permettre à l'utilisateur d'en connaître les caractéristiques.

R.4323-38

Lorsque deux ou plusieurs équipements servant au levage de charges non guidées sont installés ou montés sur un lieu de travail de telle sorte que leurs champs d'action se recouvrent, des mesures sont prises pour éviter les collisions entre les charges ou avec des éléments des équipements de travail eux-mêmes.

R.4323-39

Pendant l'emploi d'un équipement de travail mobile servant au levage de charges non guidées, des mesures sont prises pour éviter son basculement, son renversement, son déplacement et son glissement inopinés.

- MISE EN ŒUVRE DE MANIÈRE DÉFINITIVE LE PLUS TÔT POSSIBLE DES GARDE-CORPS, MAINS-COURANTES, ESCALIERS, PLATES-FORMES, TRAPPES, ÉCHELLES À CRINOLINE, ET SYSTÈME DE SÉCURITÉ, ceci afin d'éviter les phases de montage et démontage des dispositifs temporaires.
-

Dès que possible mise en œuvre de manière définitive des divers organes de protection : crochets pour fixation d'échelle, supports pour garde-corps, anneaux inox pour interventions ultérieures sur toitures, ligne de vie, chariots de déplacement ect.... ET TOUS MOYENS DE PROTECTION SUIVANT LES ARTICLES ET DISPOSITION DU CODE DU TRAVAIL R.4211-3 R.4214-12 R. 4212.17 R.4213-4 R.4215-3 R.4214-2 ECT...

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Lors de l'utilisation de points chauds le matériel de protection contre l'incendie sera disposé à proximité des postes de travail.

Elle veillera particulièrement à limiter ses zones de travail lors de l'emploi de produits dangereux, et de coordonner ses interventions en ce sens, avec les autres corps d'état.

TOUS LES PRODUITS UTILISÉS DOIVENT ÊTRE ÉTIQUETTES, ET CONSERVÉS DANS LES EMBALLAGES D'ORIGINE.

Les protections collectives ou existantes qui seront déplacées pour la nécessité de ses travaux devront :

- être remplacées pendant la phase d'exécution des travaux par des moyens de protection au moins équivalents
- être remises en place aussitôt après l'intervention, si le risque subsiste
- être modifiées par l'entreprise en raison de ses risques nouveaux

○ ***L'ENTREPRISE VEILLERA AU MAINTIEN PERMANENT DES PROTECTIONS PERIPHÉRIQUES.***

PENDANT SES TRAVAUX L'ENTREPRISE EST RESPONSABLE DE LA MISE EN ŒUVRE et DU MAINTIEN DES PROTECTIONS COLLECTIVES PROVISOIRES, JUSQU'À LA MISE EN ŒUVRE DES PROTECTIONS DEFINITIVES

En cas de difficultés d'accès aux postes de travail prévoir l'utilisation de protection individuelle telles que harnais, stop-chute etc...(en parfait état) .

Les opérateurs chargés de la pose de filets de recueil doivent posséder :

- l'aptitude médicale au travail en hauteur ;
- la compétence et le savoir-faire dispensés par une formation qui intègre notamment la maîtrise des risques liés à ces travaux.

Cette formation spécifique, tant théorique que pratique, concerne :

- les caractéristiques des filets de sécurité normalisés (NF EN 1263-1 et -2) ;
- la mise en œuvre avec les accessoires d'attache et la dépose avec les équipements appropriés ;
- les conditions de maintenance et d'entretien de ces filets et des accessoires d'attache.

Ils doivent également connaître les instructions définies dans la notice du fabricant qui accompagne tout filet de sécurité et respecter les consignes spécifiques relatives au chantier.

Avant la mise en service, l'employeur doit vérifier que les filets sont posés et installés de manière sûre selon les instructions du fabricant. Il doit également, pendant la période d'utilisation, vérifier le bon état de conservation des filets et des sangles, cordes ou accessoires d'attaches utilisées.

Le chef d'établissement peut confier à une personne compétente de l'entreprise la réalisation de ces examens.

DESAMANTAGE

UN DIAGNOSTIC AMIANTE & PLOMB AVANT TRAVAUX SERA JOINT AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE.
TOUTES LES ENTREPRISES EN PRENDRONT CONNAISSANCE.
AUCUNE CO-ACTIVITÉ PENDANT LES OPÉRATIONS DE DÉSAMANTAGE & DEPLOMBAGE

L'entreprise chargée de l'exécution de ces travaux devra présenter un PPSPS spécifique .

Préalablement aux travaux de désamiantage, elle aura pris connaissance des divers réseaux pouvant se trouver dans l'emprise de ses travaux.

AUCUNE CO-ACTIVITE DE TRAVAIL PENDANT LES TRAVAUX DE DÉSAMANTAGE ou déplombage .

- Elle aura pris connaissance du diagnostic amiante et plomb relatif aux ouvrages à démolir.
- Elle déposera un plan de retrait des matériaux et produits contenant de l'amiante auprès des divers services concernés
- Elle portera un soin particulier au balisage de ses ouvrages.
- Elle s'assurera de la mise hors tension des divers réseaux dans les ouvrages à désamianter et démolir et demandera aux entreprises concernées la production d'un procès-verbal de consignation et/ou de neutralisation des divers réseaux.
- Elle fournira au Coordonnateur SPS UN PLAN D'INSTALLATION DE SON PROPRE CANTONNEMENT.

Dans son PPSPS l'entreprise devra présenter, complétée si besoin est par des croquis les diverses mesures de protection collective mises en place lors de son intervention.

Pour les travaux en hauteur, il doit être installé des dispositifs de protection collective, capable d'arrêter une personne, conformément au décret du 08/01/1965.

Elle rappellera à son personnel l'obligation d'utiliser les protections individuelles mises à disposition.

Les protections existantes qui seront déplacées pour la nécessité des travaux devront :

- être remplacées pendant la phase d'exécution des travaux par des moyens de protection au moins équivalents
- être remises en place aussitôt après l'intervention, si le risque subsiste
- être modifiées par l'entreprise en raison de ses risques nouveaux

R.4534-61

Aucun travailleur ne peut être chargé d'un travail de démolition ou de démontage pour lequel il n'est pas compétent et qui comporte, pour lui ou pour les autres travailleurs du chantier, un risque anormal.

UN PLAN DE RETRAIT DES MATÉRIAUX AMIANTIFERES DEVRA ÊTRE DÉPOSÉ AUPRÈS DES SERVICES DE :

- L'INSPECTION DU TRAVAIL
- LA CARSAT
- OPP BTP
- MEDECINE DU TRAVAIL

IL EST IMPÉRATIF DE RESPECTER LES DÉLAIS LEGAUX POUR L'INSTRUCTION DE CE PLAN DE RETRAIT AMIANTE.

SOUS AUCUN PRETEXTE, LE DÉSAMIANTAGE NE POURRA S'EFFECTUER AVANT LE DÉLAI LÉGAL D'INSTRUCTION DU DOSSIER PAR L'INSPECTION DU TRAVAIL.

L'ENTREPRISE DEVRA LA MISE EN ŒUVRE :

- DES SAS DE DÉCONTAMINATION
- DES DIVERS RACCORDEMENTS EAU , ELECTRICITÉ, CHAUFFAGE DE CEUX-CI.
- D'ÉNERGIES ELECTRIQUES SECOURUES.(compris fourniture au Coordonnateur SPS du PV de vérification des installations électriques)
- FERMETURE, BALISAGE, CONFINEMENT DES ZONES DE TRAVAIL
- FERMETURE DE LA ZONE DE STOCKAGE DES MATÉRIAUX DÉPOSES
- TESTS D'ÉTANCHEITÉ DES ZONES DE DÉSAMIANTAGE si nécessaire
- MESURES LIBÉRATOIRES
- PROCÈS VERBAUX DE MISE EN DÉCHARGE SPÉCIFIQUE DES MATÉRIAUX ET DÉCHETS AMIANTÉS.

TOUS LES RÉSEAUX D'EAUX USÉES PROVENANT DES INSTALLATIONS SPÉCIFIQUES AUX OPÉRATIONS DE DÉPOLLUTION SERONT RACCORDÉS PAR L'INTERMÉDIAIRE D'UN SYSTÈME DE FILTRATION ABSOLU.

FIN DE TRAVAUX DE DESAMIANTAGE & DEPLOMBAGE

En fin de travaux et pour restitution des locaux, l'entrepreneur devra effectuer tous les travaux, contrôles, analyses et autres, dans les conditions fixées par la réglementation, notamment :

- Nettoyages :
- Nettoyage des supports d'amiante déposé
- Fixation des fibres éventuellement résiduelles
- Nettoyage approfondi
- nettoyage complet des zones d'accès avec un aspirateur avec filtre à très haute efficacité, le nettoyage par balayage est à proscrire
- Nettoyage final humide
- Traitement de la zone par micro pulvérisation
- Contrôles- Analyses :
- Mesure du niveau d'empoussièrement réalisé conformément à l'article. R1334-18 du code de la santé publique
 - -Restitution des locaux : les mesures de restitution devront obtenir un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres/litre, conformément à l'article R1334-18 du code de la santé publique;

DEMONTAGE DES INSTALLATIONS ET REMISE EN ETAT D'ORIGINE :

- Démontage, dépose de toutes les installations de confinement et autres.
- Mise en doubles sacs des derniers déchets et poussières ainsi que de tous les matériels et équipements contaminés, sortie, mise en récipients et enlèvement dans une décharge autorisée.
- Démontage et repli des installations de chantier et remise en état des emplacements.
- Remise en état d'origine de tous les locaux.
- Enlèvement de la signalisation de chantier.

RAPPORT FINAL D'INTERVENTION :

L'entrepreneur aura à établir un document récapitulatif d'intervention comprenant :

- la description et le détail des travaux réalisés ;
- la chronologie des opérations ;
- copie de toutes les fiches ou PV des contrôles, mesures, analyses, etc..., effectués pendant toute la durée du chantier et lors de la restitution ;
- les particularités de l'opération, le cas échéant ;
- copie du registre des contrôles imposés par l'arrêté du 14 mai 1996;
- les fiches de pesage ;
- l'autorisation de mise en décharge ;
- les certificats de mise en décharge ;
- les bordereaux de suivi des déchets ;

Et toutes autres pièces éventuelles concernant le déroulement des travaux.

MESURES D'HYGIENE SPECIFIQUES A METTRE EN ŒUVRE DANS TOUS LES CAS, INDEPENDAMMENT DES TECHNIQUES EMPLOYÉES ET DU NIVEAU DE POLLUTION.

AFIN D'EVITER TOUTE CONTAMINATION NE PAS MANGER, BOIRE, FUMER ET MACHER DE LA GUM SUR LES LIEUX DE TRAVAIL.

APRÈS LE TRAVAIL ET AVANT CHAQUE REPAS :

- Retirer les vêtements de travail et les autres équipements de protection.
- Mettre les vêtements et les équipements jetables dans des sacs à déchets réservés à cet effet.
- Ne pas apporter de vêtements souillés au domicile. Le nettoyage des vêtements non jetables est assuré par l'entreprise.
- Nettoyer soigneusement avec du savon toutes les parties du corps non protégées
- (en particulier la figure) se rincer la bouche, se brosser les mains et les ongles.
- En plus, en fin de journée de travail : prendre une douche avant de quitter le chantier

AVANT CHAQUE PAUSE « TOILETTE, REPAS, ETC... »

- Nettoyer soigneusement avec du savon toutes les parties du corps non protégées
- (en particulier la figure) se rincer la bouche, se brosser les mains et les ongles particulièrement en cas de consommation de tabac.

AMENAGEMENT ET UTILISATION DE LOCAUX POUR LES OPERATEURS

Mettre à disposition des opérateurs sur le chantier :

- points d'eau équipés de savons et de brosses à ongles
- douches équipées : cabines pouvant être fermées, avec espaces de déshabillage et patères, caillebotis au sol, eau à température réglable, chauffage, aération...
- locaux avec armoires vestiaires à deux compartiments distincts (vêtements de travail, vêtements de ville)
- des toilettes
- des locaux à usage réfectoire

INTERFERENCE DES TACHES

Chaque entreprise devra étudier dans son planning ses interventions et celles de ses sous-traitants en coordination avec les autres corps d'état, pour prévenir ses types de risques.

RAPPEL :

ATTENTION AU MAINTIEN PERMANENT DES PROTECTIONS ANTI-CHUTE ET DE TOUS LES AUTRES ELEMENTS RELATIFS A LA SECURITE.

ATTENTION PENSEZ À DÉCLARER VOS SOUS TRAITANTS CECI EST UNE OBLIGATION.

AUCUN SOUS-TRAITANT NE SERA ADMIS SUR LE CHANTIER SI PRÉALABLEMENT À SON INTERVENTION :

***IL N'A PAS ÉTÉ AGRÉÉ PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE,
N'A PAS EFFECTUÉ SON INSPECTION COMMUNE,
N'A PAS REMIS SON PPSPS.***

OBLIGATION D'INFORMATION A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Si à l'occasion des travaux qu'elle réalise l'entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés, NON REPERTORIÉS, elle est désormais tenue d'en informer le propriétaire, elle en informera également le coordonnateur SPS, stoppera immédiatement ses travaux et prendra toutes mesures conservatoires afin d'interdire toute émission de fibres d'amiante.

AUCUNE COACTIVITE DE TRAVAIL PENDANT LES OPÉRATIONS DE DÉSAMANTAGE OU DÉPLOMBAGE.

LE PRÉSENT PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION EST RÉDIGÉ EN PHASE CONCEPTION. IL EST SUSCEPTIBLE D'ÉVOLUER EN PHASE RÉALISATION.

FICHE DE SECURITE CHANTIER

Ce document est un rappel des principales mesures d'hygiène et de sécurité, applicables sur le chantier, données lors de l'accueil sécurité et que **le salarié s'engage à respecter**.

Je soussigné (nom,
prénom).....

Embauché en qualité de
.....

Sur le chantier reconnait avoir été informé :

1. Des dangers spécifiques de mon poste de travail et des mesures de prévention principalement :

2. Des zones dangereuses, principalement :

3. Des voies d'accès et des conditions de circulation :

4. Des dispositions à prendre en cas d'accident principalement :

Et m'engage à respecter les consignes d'hygiène et de sécurité qui m'ont été communiquées.

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL QUI APRÈS AVOIR EXAMINÉ
LA VICTIME VOUS DEMANDERA D'APPELER LES SECOURS.

TÉLÉPHONEZ AU :

A partir d'un téléphone
portable, composez le

15

SAMU

OU

18

POMPIERS

112

ou au :

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

À (commune ou arrondissement)

N° RUE

EN FACE DE

TÉLÉPHONE

2

PRÉCISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

ET LA POSITION DU BLESSÉ : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...

ET S'IL Y A NÉCESSITÉ DE DÉGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSÉS ET LEUR ÉTAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas.

4

DÉCRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6

NE RACCROCHEZ PAR LE PREMIER

Faites répéter le message.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL DE L'UNITÉ DE TRAVAIL

Une liste à jour mentionnant les noms des Sauveteurs
Secouristes du Travail doit être affichée sur le chantier.

Ceux-ci sont reconnaissables par le logo placé sur leur casque.



- COORDINATION S.P.S.
- DIAGNOSTIC AMIANTE
- DIAGNOSTIC PLOMB
- ETAT PARASITAIRE
- MESURAGE LOI CARREZ
- ETAT DES LIEUX
- RADON LEGIONELLE
- EXPERTISE EN BATIMENT

A.B.COORDINATION

64. rue de Piégu

boite postale 224

41204 ROMORANTIN cedex

☎ 02.54.96.96.85

fax 02.54.96.96.82

APE 743B SIREN 411796485 TVA/FR 8641179648500018



A.B.COORDINATION

JEAN POL WEDZISZ

**PROCES VERBAL DE TRANSMISSION
PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE
ET PROTECTION DE LA SANTE
(P.G.C.)**

AFFAIRE : REHABILITATION DU CHATEAU D'EAU DE MOREST

LE P.G.C. a été remis au : SMAEP DE ST CLAUDE DE DIRAY
EN 1 EXEMPLAIRE DE 35 PAGES

LE COORDONNATEUR SPS
J.P.WEDZISZ

✂.....

Je soussigné : atteste avoir reçu le PGC

RELATIF À : REHABILITATION DU CHATEAU D'EAU DE MOREST

Date : SIGNATURE :

Procès verbal à retourner dûment complété tamponné et signé au Coordonnateur SPS merci.